

# ESCLAVES DU POULET

Par Philippe Engels  
Illustrations :  
Chloé Schuften





## Des demandeurs d'asile exploités comme des esclaves. Leur enfer : capturer le poulet élevé à grande vitesse dans des poulaillers puants. Parfois pour 3 à 4 euros de l'heure. Sans masque de protection adéquat. Le tout pour un produit vedette dans nos supermarchés.

**D**ans l'après-midi du mardi 22 août, la petite société Dimy Service utilise l'application WhatsApp pour convoquer ses « ouvriers polyvalents », comme l'indiquent leurs contrats de trois mois. C'est de l'hyperflexible. Il faut répondre très vite au signal de ralliement, sans quoi les 800 euros mensuels promis fileront entre d'autres mains.

**« Travailler ce soir. 50 000 🐔 . 8 hommes. »**

Le message est à chaque fois semblable, émanant du patron Ismael ou de sa compagne : « Travailler ce soir. Nous viendrons vous chercher à 23 heures. » Suivent un emoji de poulet 🐔 associé à un nombre de

volailles à ramasser : 22 000, 50 000, et jusqu'à 164 000, le record absolu du 8 mai 2023 – et le chiffre des travailleurs jetés dans l'arène. Huit, comme cette fois à Aalter, le long de la E40, à mi-chemin entre Gand et Bruges. Pour 60 000 poulets.

Ce mardi-là, c'est la camionnette du boss, une Opel aux vitres teintées et sans mention de la société, qui mène la tournée. À 22 heures, elle démarre du domicile familial, à Pelt, tout au nord de la province de Limbourg. Une heure plus tard, la camionnette grise s'arrête pendant deux minutes rue de Hesbays, à Liège. Il y a deux ans, l'ancienne clinique Saint-Joseph y a été reconvertie en centre temporaire pour demandeurs d'asile. Le véhicule descend ensuite vers une zone délabrée de Crivegnée, fort touchée par les inondations de l'été 2021, où embarquent d'autres travailleurs. Ils sont postés en rue, le long du quai Henri Borguut, munis d'un sac plastique contenant des bottes et un pull de rechange. « Dans les camionnettes, dit un ancien travailleur, il y a aussi des sans-pa-

pers. Pour gagner du temps, on nous demande à l'occasion de loger à Meerpoelt ou Dimy Service tout en attendant. On doit payer 10 euros. »

Dimy Service n'élève pas de la volaille en batterie. Sa « spécialité », c'est de cueillir le poulet quand il est prêt, puis de nettoyer ensuite les fameux poulaillers industriels condés et protégés du regard comme des usines chimiques. Il lui sortent 80 à 95 % de la volaille consommée en Belgique. En réalité, Dimy est un simple fournisseur de main-d'œuvre low cost au service des éleveurs et des producteurs. Zeks, dans la filière du poulet, qui se vend parfois sous les 5 euros le kilo, tout le monde le sait.

Dans Liège, une bonne demi-heure s'est écoulée. La route est encore longue : 175 bornes. Arrivée à Aalter : 1 h 40. Près des bâtiments, où une deuxième camionnette de Dimy Service est arrivée, le dispositif habituel est en place. Les caïers à volaille sont prêts. Les engins motorisés pour les manutention, aussi. Et les camionnets de transport vers l'abattoir se positionnent en file indienne devant les cinq poulaillers industriels d'une famille d'agriculteurs bien connus dans la région.

Ici, on est chez un type d'éleveur XXL. Son rôle dans la filière ? Acheter un lot de poussins, le faire grossir et le livrer à un abattoir, où il sera pris en charge par d'autres mains. En 2023, la fille des agriculteurs, active aussi dans les assurances, a mis tout le business familial du poulet sous son nom. Malgré les risques environnementaux liés à l'azote et au litier, qui commencent à vraiment crispier la Flandre, elle a milité et obtenu l'autorisation de doubler la taille des installations de la famille. Le

permis fait état d'une expansion de 80 000 à 160 000 places de poulets alors qu'en Belgique, la taille moyenne d'un élevage intensif est de 50 000 unités. Ce qui suit est identique dans tous les poulaillers industriels du pays. Bombardés de maïs et de soja sans jamais voir le jour et parfois privés de nuit, les petits cherts gonflent en 35 ou 41 jours à peine. Passe les 2,5 kilos, ils atteignent alors leur poids financier optimal. Au-delà, les courbes de rendement baissent, disent les gamins du poulet. La bouffe jetée aux animaux ne crée plus assez de chair autour des os. La nourriture de la volaille représente de 60 à 60 % du prix de revient d'un poulet low cost, celui qui sature le marché.

### VOMIR AU BOULOT

Bref, dans nos campagnes, on a pris l'habitude de liquider les poulets par lots entiers avant qu'ils aient six semaines. Ce mercredi estival, c'est parce que les ouvriers précoces de Dimy Service sont là, chez cette famille d'Aalter. Vers 2 heures du matin, ils ont entilé les hottes et le rideau se lève sur des dizaines de milliers de dodus tout blancs, dont beaucoup, concentrés à plus de vingt sur un mètre carré, n'ont plus la force de se hisser sur leurs pattes. Tant mieux, pourrait-on dire, car le métier de ramasseur est, en outre atroce et infernal. Les jambes flexibles, le troue courbé, il faut saisir par les pattes deux poulets dans une main, tenir dans l'autre, les caler la tête la première dans des caïers pour que l'inertie de leur poids les empêche de se déloger, et répéter la même manœuvre pendant des heures en avançant jusqu'au bout du bâtiment. Les grutiers suivent nerveusement l'infanterie, leurs gros pneus crissent. Les rangées de caïers s'empilent sur des camions munis de remorques sur meure

« Je voyais Adama rentrer après dix, douze heures de boulot, voire plus, et, à ses traits marqués, à ses vêtements dégueulasses, j'ai compris pourquoi plus personne ne veut de ce job. »

— Benjamin, travailleur social

« Au début, le pire dans les poulaillers, c'est l'air moite, l'odeur vraiment infecte et les difficultés à respirer. Il m'est arrivé de vomir en travaillant », raconte Adama<sup>1</sup>, venu d'Afrique de l'Ouest avec « l'espoir d'une vie digne ». « Je le voyais rentrer après dix, douze heures de boulot, voire plus, et, à ses traits marqués, à ses vêtements dégueulasses, j'ai compris pourquoi plus personne ne veut de ce job », témoigne Benjamin, qui travaille dans un centre d'accueil pour demandeurs d'asile tenu par la Croix-Rouge. « Moi, j'ai pu travailler pendant une semaine seulement dans ces conditions », dit Souleimane, soudeur dans son pays en guerre, le Soudan. C'est le pire boulot que j'ai eu. Je faisais équipe avec des Bulgares. Ils me proposaient des pilules pour tenir le coup. »

Âgé de 17 ans au moment où Ismael D., le patron guinéen de Dimy Service, lui a filé une carte de visite lors d'une opération sé-



gender coop

« Au début, le pire dans les poulaillers, c'est l'air moite, l'odeur vraiment infecte et les difficultés à respirer. Il m'est arrivé de vomir en travaillant »

opération dans les centres pour réfugiés. Ouama a cru pouvoir décrocher, rester au près d'Adama. Il a passé le cap du premier mois, puis du deuxième. « Mais je travaissais sans arrêt. J'en ai arrêté après trois mois. Au jour d'hui, j'ai retrouvé la ferme ». Cette fois, elle est due aux poussières ultra-fines et à l'ammoniac. On y reviendra.

## LA ROUTE, C'EST GRATOS

Il est désormais 8 heures du matin. Deux colporteurs d'une nuit échangent quelques mots dans une langue non identifiée. Les derniers camions viennent d'un abattoir de Maasmachelen (Limbourg) et y repartent avec leur cargaison de 6 000 à 10 000 poulets, remplie en une bonne demi-heure. Au programme de la main-d'œuvre polyvalente de Dimy Service, il reste le nettoyage des hangars. C'est moins dur pour les poumons, mais crevant tout de même. Pas vraiment le temps de souffler ni de se restaurer à l'aise.

À midi, le boss de Dimy remonte dans la voiture et met le contact. C'est fini. Mais il y a encore trois bonnes heures de route à se faire (pauses et embouteillages compris). Retour à Liège : 16 heures. Les demandeurs d'asile figurant dans la camionnette du patron auront passé un peu plus de 10 heures dans les poulaillers et 6 h 30 dans l'Opel. Mais ils ne seront pas payés pour ces heures de déplacement. Quand nous avons confronté le patron fondateur de Dimy Service à cette réalité un peu crasse, il y a d'abord eu un silence. Un court moment d'hésitation. Puis il nous a répondu : « Non, on ne paie pas les déplacements. S'il y a trois heures de route et trois heures de travail sur place, on paie trois heures. C'est tout. Si on devait chercher

à représenter ça dans nos pays, nos clients les clients nous diraient "Laissez tomber, ne venez pas". Nos concurrences néerlandais sont très forts. Ils ont de grandes équipes et travaillent avec des Roumains, des Polonais ou des Portugais. Nous, nous sommes tout seuls. Nous recevons 6 centimes par poulet ramassé, parfois 5,5. C'est le maximum qu'on peut avoir dans ce pays. Pas si mal, cela dit, par rapport aux salaires de misère redistribués aux ouvriers. Pour donner un exemple, une mission nocturne à 60 000 poulets, ça ramène de 1 800 à 2 100 euros dans les caisses de Dimy Service. S'il y a dix heures de travail effectif, chacun des 6 à 8 ouvriers convoqués reçoit, lui, un tout petit peu plus de 100 euros.

Cinquante jours plus tard, Ismael D. et ses ouvriers se retrouvent à Aalter. Un lot plus petit est prêt pour l'abattoir. La mathématique du poulet se veut rigoureuse. Une trentaine de jours pour faire grossir les volailles à l'optimum, donc, une bonne semaine pour désinfecter les installations et c'est reparti avec de nouveaux poussins. Le

matin du 2 au 3 octobre, il y a moins de boulot sur place, pas de nettoyage. Le personnel transporté par Dimy Service est embarqué aux deux mêmes endroits et aussi, avant ça, au centre Fedasil de Houthalen-Heilichoven, en Limbourg. Chez l'élevéur d'Aalter, tout va très vite. Pendant que les ouvriers s'activent dans les poulaillers, Ismael D. et un représentant de la société d'élevage, qui restent en dehors des poussières provoquées par le ramassage, descendent à l'entrée des bâtiments. « Ce sont les fermiers qui donnent les consignes pour le transfert des poulets vers les camions. Moi, j'ai même juste les travailleurs pour le ramassage. Je leur donne des masques sans filtre. Certains, ça les gêne. Alors, ils n'en portent pas », dira ensuite le fondateur de Dimy Service. Médor a calculé le salaire ho-



naive s'ense à cette demi-douzaine d'ouvriers afghans ou africains, lors de ce shift de plus de 11 heures, les 2 et 3 octobre. Leur rémunération moyenne a oscillé entre 3 et 4 euros de l'heure selon qu'ils ont été convoqués à Houthalen ou à Liège. Ils ont reçu moins de 40 euros, cette nuit-là.

## PAS DE COUPS DE POING

Arrivé en Belgique il y a trois ans, Adama a commencé à travailler pour Diny Service en avril 2022. Il vit alors dans un centre pour demandeurs d'asile de la région de Louvain-la-Neuve, où il dispose d'une carte orange, comme on dit dans le jargon. Son droit d'accès à notre territoire est provisoire et, dans l'attente d'une hypothétique régularisation, il peut bosser. Les «instructions de travail» qui lui sont remises le 31 mars précédent son entrée en service indiquent qu'il est interdit de donner des coups de poing ou de pied aux poulets, d'«interferer» avec les animaux et de tenir plus de trois poulets par main. Les poulaillers contaminés par la salmonelle doivent être changés «en dernier». Groupes...

Le contrat de travail à durée indéterminée qui lui est proposé ultérieurement le 28 décembre 2022 confirme l'occupation à temps partiel. Adama est censé travailler 18 heures par semaine, payées à 10,20 euros brut. Il est stipulé qu'il doit être prévenu de son horaire de travail deux jours avant la prestation. Des fiches de paie reçues pour les trois premiers mois ont toute l'apparence d'un job correctement déclaré à l'ONSS (Office national de sécurité sociale) par une entreprise bel et bien enregistrée. Respectivement 134,02 euros, 172,76 euros et 675,35 euros lui reviennent, payés en

partie par acompte et le reste sur un compte bancaire chez Bpost.

Ce qu'ignorait Adama et les dizaines d'ouvriers embauchés de la même manière, c'est que la façade présentée par le patron, Tamael D., lequel indique avoir entamé sa carrière à la BNP Paribas, chez Carrefour Finance et avoir réalisé un stage auprès de Bruxelles-Formation, ressemble à du carton. Périodes de ramassage de plus de douze heures qui s'enchaînent, repos de moins de huit heures entre les prestations et licenciement sans justification ni préavis quand on se plaint un peu.

## PLAINTÉ ENVISAGÉE

Au départ, en avril 2021, Tamael D. lance ses activités dans le ramassage des poulets en tant que simple indépendant. Il prend «Diny Service» comme nom commercial. Il reçoit une agrégation auprès de Belplume, la fédération patronale du secteur avicole qui a vu le jour en même temps que l'AFSCA (Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire), juste après le scandale du poulet à la dioxine<sup>2</sup>. Dispose-t-il d'un agrément pour mettre à disposition du personnel, comme le ferait une agence d'intermédiaire ? Le fondateur de Diny Service n'a pas voulu répondre à cette question. Selon nos sources, les constats établis par l'ONSS sont clairs : il ne dispose pas de cet agrément, il ne déclare son personnel que de manière «saccadée et incomplète» et sans faire mention du travail de nuit, il outrepassse le quota d'heures autorisées pour du travail à temps partiel.

Diny Service n'est inscrite que depuis juillet 2023 au registre des sociétés. Elle n'a pas encore publié de comptes annuels et il nous est impossible de vérifier, à ce stade, quel est son volume d'emploi. Au pro-

2. Le poulet à la dioxine, un scandale qui a entraîné la fermeture de nombreuses fermes avicoles en Belgique et en France.

3. Les poulets ramassés par Diny Service, notamment ceux d'Alster, finiront leur vie à Maasmechelen, chez Pluton. Ce nom ne vous dit rien. Mais en quelques années, ce géant néerlandais de l'agroalimentaire a racheté de nombreux concurrents dans des pays voisins et jusqu'en Europe de l'Est. Chaque nuit, les entrées et sorties de camions transporteurs de chair fraîche se multiplient dans le zoning économique de Maasmechelen, où Pluton dispose du plus grand abattoir de volaille du pays. Tandis qu'à l'autre extrémité du site sortent les camions remplis de nuggets ou de poulet congelé, destinés à McCain, Carrefour ou Aldi. «C'est sûr, c'est ce type d'activité ultragrossiste qui fixe le tempo dans ce business du poulet en pleine expansion», résumait l'activité de la cause animale Leo Le Ster Ide l'organisation française L214 et le tandem Nadine Lucas-Benoît Van den Broeck, qui, pour Animal Rights

maintient contact avec McCain, Tamael D. a affirmé qu'il «déclare sous ses hommages» et qu'il se «conforme aux consignes émises par Belplume». Au deuxième contact, l'échange a été plus laconique : «Pourquoi vous contactez-vous maintenant ? Il y a de nombreuses sociétés plus grandes que moi et qui existent depuis plus de trente ans...»

Après avoir été écarté par son employeur suite à une absence due à un coup de fatigue, Adama vient de décider de faire appel à un avocat. Une plainte est envisagée auprès de l'Auditorat du travail d'Inverva. D'autres paraissent suivre.

## MCCAIN, CARREFOUR, ALDI

Selon nos observations, quasiment les poulets ramassés par Diny Service, notamment ceux d'Alster, finiront leur vie à Maasmechelen, chez Pluton. Ce nom ne vous dit rien. Mais en quelques années, ce géant néerlandais de l'agroalimentaire a racheté de nombreux concurrents dans des pays voisins et jusqu'en Europe de l'Est. Chaque nuit, les entrées et sorties de camions transporteurs de chair fraîche se multiplient dans le zoning économique de Maasmechelen, où Pluton dispose du plus grand abattoir de volaille du pays. Tandis qu'à l'autre extrémité du site sortent les camions remplis de nuggets ou de poulet congelé, destinés à McCain, Carrefour ou Aldi. «C'est sûr, c'est ce type d'activité ultragrossiste qui fixe le tempo dans ce business du poulet en pleine expansion», résumait l'activité de la cause animale Leo Le Ster Ide l'organisation française L214 et le tandem Nadine Lucas-Benoît Van den Broeck, qui, pour Animal Rights

Watch, a consacré une vidéo choquante sur la maltraitance des poulets lors de leur ramassage. C'était en 2019. On y voyait des ouvriers de la société agréée PL V, une concurrence de Diny Service, toujours active, donner des coups de pied aux poulets pour aller plus vite. Toujours plus vite. «J'ai vu cette scène, dit Adama. Enfin, car j'étais chez nous, on est fier parent...»

## AMMONIAC À FORTES DOSES

Plusieurs années racontent la même séquence. Pour faire tourner son usine de Maasmechelen, qui selus nos calculs abat chaque jour entre plus de 200 000 poulets<sup>4</sup>,

Pluton maintient un contact serré avec les petits ou les gros éleveurs de Flanèche (rurbouth) et ceux de Wallonne. La ferme néerlandaise soit où un lot de volaille est destiné à maltrahie. Elle signifie alors aux fermiers à quel moment les camions bleu et blanc de la société de transport Laurent, par exemple, viendront siffler leurs poulaillers.

Reste ensuite à démarcher des ouvriers corvéables pour faire le sale boulot. C'est là qu'intervient Diny Service. Un simple texte peut suffire. «Bonjour, Tamael, a ainsi écrit un éleveur wallon le 9 octobre. Je veux venir chercher 5 000 poulets demain ?» Le lendemain, Tamael D. passait chercher ses ouvriers dans des centres pour demandeurs d'asile à Houthalen et à Liège, puis il avait fini au bon dit. À Aresser Près de cinq heures de route aller-retour, un seul camion à charger et le job était achevé en moins de cinquante minutes, le 10 octobre dernier vers minuit et demi.

Les fermiers qui font appel à Diny Service ou à d'autres sociétés opérant de la même manière peuvent-ils ignorer les conditions de travail déplorables de la main-d'œuvre utilisée pour le ramassage ? L'été

1. Le prix moyen du poulet est de 1,50 euro. Les poulets ramassés par Diny Service sont destinés à la production de viande. Ils sont donc destinés à être mangés. Ils ne sont pas destinés à être mangés.



venir d'Alter n'a pas donné suite à nos demandes d'octroi d'arrêté. Le groupe Philon indique qu'il n'est pas impliqué dans l'opération de ramassage.

## SIMPLES MASQUES

Jusqu'à quel point ces travailleurs de l'ombre exposent-ils leur santé dans les poulaillers industriels? Quand des éleveurs requièrent un permis d'ensevelissement pour renouveler leurs autorisations ou agrandir leurs installations, tout, absolument tout, est soupesé. Le risque de pollution aquifère, la propagation des odeurs fétides autour des poulaillers, les dangers pour la biodiversité, etc. Mais jamais une ligne relative aux bronches des mandataires.

Nous avons récupéré les simples masques sanitaires, humides et ouillés, utilisés en mai par les ouvriers de Dany Service, près de Dinant. Ils en avaient perdu toute efficacité. Nous avons observé les mêmes équipes s'engouffrer dans des poulaillers du sud de Charleroi, au mois de juin, avec des équipements disparates et quelquefois sans même porter de masque. Même chose dans les environs de Charley, en septembre. Et aussi près d'Arveret ou de Genli. D'avantage encore que les particules fines agitent l'air de la phase de capture, au moment où les poulets découvrent la lumière naturelle, d'où l'amoncellement par les déjections des animaux et concentré dans leurs litières pendant plusieurs semaines qui paraît le plus toxique.

Une récente étude du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail rappelle que l'inhalation d'ammoniac peut causer une grave irritation du nez et de la gorge ainsi qu'un œdème pulmonaire. Les ris-

ques étant aggravés par l'effet synergique. Chez nous, un organisme public qui vise à promouvoir la santé et la sécurité dans l'agriculture PreventAgri estime que les gaz issus des fermentations des litières dans les poulaillers industriels peuvent provoquer de la fièvre, des maux de tête, de l'essouffement et de la toux de manière chronique. Lors du ramassage des litières, PreventAgri recommande le port du masque à gaz de type K1P2 ou K1P3. Un système plus sophistiqué et bien plus performant que les modèles jetables fournis par Dany Service. Ne faudrait-il pas en prévoir pour chaque travailleur malade durant des heures dans les poulaillers industriels, au moment où l'air y est le plus vicié?

Ni Tamael Di ni notre éleveur d'Alter n'ont répondu à cette ques-

tion. ✖

Philippe Ingels [phil@medet.com](mailto:phil@medet.com)

Illustrations: Cécile Schuwa

Photo: L. Verbeke de l'Institut pour l'agriculture et la ruralité de l'Université de Liège